

SUD éducation 34

Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue LakanaL 34090 MontpellLier @syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Vendredi 22 mai 2020

RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE : UN POUVOIR À LA DÉRIVE

Luttes contre la loi Blanquer, les évaluations nationales, la réforme du bac et du lycée ; gilets jaunes ; grève pour les retraites... Dans un climat social brûlant, soudainement interrompu par le confinement, les décideurs sont aux abois et cherchent par tous les moyens à écraser celles et ceux qui luttent.

D'IKEA à l'Education nationale, répression anti-syndicale partout

Pendant la lutte pour les retraites

Lors du mouvement contre la casse du système de retraite, une cinquantaine de militant-e-s de Nancy se sont rassemblé-e-s tôt le matin du 10 janvier 2020 devant le dépôt de Kéolis Nancy avec pour intention d'effectuer un rassemblement. 11 militant-es, dont 4 de SUD éducation, ont été interpellé-es et poursuivi-es pour un rassemblement qui n'a pas eu lieu puisque l'intervention très musclée de la police a brutalement stoppé l'action.

[La répression ciblée contre les syndicalistes](#) révèle les craintes du gouvernement, qui use de tous les rouages possibles pour écraser autant que possible toutes les contestations.

Les convocations des camarades interpellé-es débuteront ce lundi 25 mai, ils et elles auront besoin de soutien, notamment financier pour payer les trois avocats en charge de la défense. Vous pouvez faire des [promesses de dons](#).

A la RATP, après la grève

Toujours en 2020, à la suite du mouvement de grève contre les retraites, le directeur d'un centre de bus de la RATP a voulu réserver l'avancement professionnel aux conducteurs jugés les plus productifs. Il a constitué pour cela [un fichier secret](#) dans lequel les salarié-es étaient classé-es, selon des critères illégaux : ancienneté, heures supplémentaires, arrêts maladie, congés maternité, jours de grève. Une initiative « *en contradiction formelle avec les règles* », assure la RATP. Ben oui, rien de très grave, sinon **des pratiques discriminatoires, la violation du RGPD et de la Constitution française...**

À la SNCF aussi...

28 ans de services à la SNCF, recalé pour les promotions bien plus souvent qu'à son tour (voir les pratiques de la RATP qui se retrouvent dans beaucoup d'entreprises), victime de répression syndicale depuis plus d'un an, **Eric Bezou, chef de quai et délégué syndical pour SUD Rail s'est agenouillé devant ses supérieur-es hiérarchiques en signe de protestation. Cela lui vaut une procédure de licenciement, engagée le 26 avril.** Licencier un délégué syndical est une

démarche très règlementée, qui nécessite l'autorisation de l'inspection du travail. Celle-ci s'y est opposée, mais Muriel Pénicaud elle-même assume la répression en notifiant sa volonté d'achever la procédure ! En attendant la décision finale de la direction, on se mobilise pour lui apporter du soutien : [une vidéo](#) et [une pétition](#) circulent.

A IKEA, espionnage généralisé

Huit ans d'enquête, trois juges d'instruction, et un rendez-vous au tribunal correctionnel pour les cadres d'IKEA France. L'entreprise avait mis au point [un système d'espionnage généralisé](#) de syndicalistes, de salariés, de candidats à l'embauche, mais visant également de simples clients qui avaient osé se plaindre. **Un commissariat a été équipé de meubles, des policiers ont bénéficié de bons d'achat et de rémunérations pour leurs largesses et pour avoir fourni, à la demande d'IKEA France, des renseignements issus des fichiers de la police nationale.**

Les patrons espionnent leurs salarié-es, fouillent leurs vies privées, contreviennent à de nombreuses lois, dans le seul but de trier et punir les récalcitrant-es, les résistant-es, les militant-es.

Répression à l'Inspection du travail

En plein confinement, [un inspecteur du travail a voulu faire son travail](#) : s'assurer que les entreprises respectent leurs obligations de protection des salarié-es. Le Covid-19 constituant un nouveau danger, les entreprises en activité devaient intégrer ce danger et adapter leur organisation pour préserver la santé de leurs salarié-es. **Anthony Smith, inspecteur du travail dans la Marne, a été suspendu, par le Ministère du Travail le 15 avril 2020, pour avoir demandé à une association d'aide à domicile de fournir des équipements de protection à ses salarié-es.**

À ce jour il est toujours mis à pied et fait l'objet d'une procédure disciplinaire, une nouvelle fois à la demande expresse de Muriel Pénicaud.

Précisons qu'il s'agit là encore d'un ancien syndicaliste, espèce de travailleur que le gouvernement et les patrons abhorrent. [Une pétition](#) est en ligne pour lui apporter du soutien.

Et dans l'Education nationale... : mouvement contre les E3C prévues par la réforme du bac

Février a été marqué par une mobilisation très forte contre le bac Blanquer et la réforme du lycée. Nombre d'enseignant-es, de lycéen-nes, de parents d'élèves, de soutiens... bref : beaucoup de monde a participé à des blocages d'établissements alors que devaient avoir lieu les premières épreuves E3C constituant la nouvelle version du bac selon Blanquer.

À Melle, comme dans quelques autres villes, l'administration a entrepris de réprimer trois enseignant-es engagé-es dans le mouvement : suspension de quatre mois depuis le 10 mars, enquête administrative qui s'achève le 29 mai. L'intention de l'institution est limpide : il faut réprimer les enseignant-es trop militant-es, et si possible tant que tout le monde regarde ailleurs.

Contester une réforme, et lutter contre son application n'est visiblement plus acceptable pour le gouvernement qui voit de plus en plus de monde se dresser contre son projet, secteur après secteur.

[Une pétition pour les 3 de Melle](#) existe, ils et elles ont besoin du soutien le plus massif : signez !

Plus d'informations sur [le site de Sud éducation 79](#).

Solidaires et déterminé-es

Avoir des valeurs, défendre ses convictions, être militant-e : les puissant-es veulent nous le faire payer cher en ce moment. Nos engagements pour les services publics, pour une société plus juste et plus solidaire, [pour un jour d'après](#) qui ne ressemble plus au jour d'avant, ce sont autant d'idées et d'actions qui sont redoutées par les dominant-es : les patrons, les décideurs, les tenants du néo-libéralisme qui ne recherchent que le profit individuel.

Plus que jamais, pour ne pas retourner à l'anormal : soutenez les militant-es réprimé-es, militez à leurs côtés, défendez vos idées en rejoignant [les syndicats](#) et les collectifs de lutte !